



DISCOURS DE PIERRE GALAND

Président de la Fédération Humaniste Européenne

Séminaire de dialogue : « Montée des populismes en Europe : pour une action européenne forte »

Bruxelles, le 15 mai 2013

Salle Schuman, Berlaymont, rue de la Loi 200, 1049 Brussels

Monsieur le Directeur Général,

Mesdames, Messieurs,

Si la Fédération Humaniste Européenne a voulu profiter de ce séminaire de dialogue pour aborder la question du populisme c'est avant tout parce que nous pensons que l'heure est grave.

La démocratie à laquelle nous sommes tous attachés, cette démocratie que l'Europe a pris la peine de consolider au cours des dernières décennies – un effort pour lequel elle a d'ailleurs récemment obtenu le prix de Nobel de la paix – cette démocratie qui protège les hommes et les femmes de la barbarie et de l'arbitraire, fait aujourd'hui face à une menace qui nous rappelle les heures les plus sombres de l'histoire européenne.

De Paris à Athènes, en passant par Anvers et Budapest, nous observons aujourd'hui une nouvelle montée du populisme d'extrême droite. Il existe évidemment d'autres formes de populisme qui portent en eux les germes d'autres types de totalitarismes, mais notre principale inquiétude vient de ce racisme et de ce nationalisme, véhiculés par les nostalgiques des Reich, des Grandes Nations, qui hurlent sans aucun complexe leur haine de l'humanité dans sa diversité ethnique, culturelle, voire même sexuelle.

Certains feignent de ne plus s'en souvenir, d'autres n'en ont tout simplement pas connaissance, mais nous qui sommes attachés à ces valeurs

démocratiques, de liberté, de solidarité et de justice, nous refusons d'assister à cette nouvelle vague de populisme qui déferle sur l'Europe sans rien faire. Nous avons « dit plus jamais ça », il est maintenant temps d'agir en conséquence.

Nous ne sommes pas naïfs. Nous savons que le populisme a toujours existé en politique. Mais ce populisme pousse aujourd'hui sur un terrain particulièrement fertile. Un contexte de crise économique, de perte de repères, de mondialisation angoissante, qui nourrit la peur de l'autre, la peur de la nouveauté, la peur de la différence. Si nous laissons certains discours politiques alimenter cette angoisse de plus en plus largement partagée, à coup de racisme et de xénophobie, notre démocratie finira par être balayée.

C'est donc aux démocrates qu'il revient de lutter contre cette menace. **Car le terrain du populisme c'est avant tout l'absence de vigilance démocratique.** Et nous avons parfois l'impression que l'Union européenne ne se donne pas les moyens d'assécher ce terrain.

Jusqu'à présent, les réponses des institutions européennes ont été plutôt limitées, ou à tout le moins dispersées. Une des plus fortes reste sans doute le boycott organisé contre l'Autriche par 14 autres États membres de l'UE lorsque Jörg Haider a rejoint le gouvernement autrichien en 2000. En février de la même année, ces États ont décidé de suspendre leurs relations diplomatiques bilatérales avec l'Autriche pour protéger l'Union européenne en tant que communauté de valeurs. Mais ces sanctions étaient symboliques et ont finalement été enterrées quelques mois plus tard. Il faut se rappeler que l'UE elle-même n'a pas pris de mesures contre l'Autriche parce qu'il n'y avait aucun fondement juridique à ce moment pour le faire.

Les réactions de l'UE ont aussi manqué de coordination et de réelle fermeté. La plupart d'entre elles se sont manifestées à travers des communiqués appelant à la vigilance et à la modération. Ce fut le cas par exemple de la réponse de Viviane Redding à l'expulsion des Roms par Nicolas Sarkozy en septembre 2000, ou de la réponse d'Herman Van Rompuy à la dernière attaque de Nicolas Sarkozy contre Schengen en 2012.

L'UE a également été particulièrement timide sur la dérive autoritaire de la Hongrie en 2011 et 2012. Paris, Berlin et quelques députés ont bien exprimé leurs préoccupations au sujet de la nouvelle loi hongroise qui restreignait la liberté des médias en 2011, mais les institutions européennes sont restées trop attentistes quand la Hongrie a pris la présidence du Conseil.

Cette faiblesse politique n'est pas sans conséquence. Ainsi, quand l'«Alliance européenne des mouvements nationaux » qui regroupe les partis ultra-nationalistes comme le Jobbik ou le British National Party, a demandé des fonds européens en 2012, ils ont reçu 300.000€, alors que nous savons très bien que certains membres de cette Alliance ne respectent pas les valeurs fondamentales de l'UE. En 2013, ils ont fait la même demande, mais une coalition de députés progressistes a alors exhorté le Parlement européen à faire respecter ses règles existantes et à rejeter cette demande.

Il s'agit là d'une réaction encourageante, mais tous les changements positifs dans les traités européens ne compenseront pas le manque de volonté politique. Nous sommes à ce sujet toujours très déçus d'observer à quel point les institutions européennes sont réticentes à utiliser l'article 7 du traité de Lisbonne, qui autorise des sanctions dans le cas d'un « risque clair de violation grave par un État membre » des valeurs fondamentales de l'UE.

Une action urgente et coordonnée s'impose donc aujourd'hui au niveau européen pour lutter contre la montée du populisme et l'endiguer avant qu'il ne déferle sur nos institutions et ne finisse par les balayer.

A la Fédération Humaniste Européenne, nous pensons que le populisme est nocif pour les démocraties, parce qu'il s'oppose aux droits de l'Homme, parce qu'il encourage les comportements racistes, xénophobes et homophobes. Axée sur les «dangers» de l'immigration, la rhétorique populiste renforce ainsi les comportements nationalistes qui conduit à la stigmatisation de plusieurs communautés : les musulmans, les juifs, les Roms. Et cette rhétorique est de nature à remettre en cause le projet européen en ce qu'elle dresse des citoyens contre les autres.

Les mouvements populistes considèrent d'ailleurs le projet européen comme une menace pour les identités nationales. On le voit bien, avec la crise

économique et financière, l'UE est de plus en plus attaquée et « Bruxelles » apparaît comme le bouc émissaire idéal pour justifier les problèmes internes des Etats membres. Dans un contexte où l'intérêt pour l'UE reste faible parmi les citoyens et où l'Union européenne cherche toujours un moyen de résoudre son «déficit démocratique», ce discours n'a aucun mal à prendre racine.

D'une manière générale, la rhétorique populiste sape également la qualité du débat public, en proposant des raisonnements simplistes et des arguments binaires. Elle parle aux émotions, elle pousse les citoyens à relâcher leur vigilance et leur sens critique. Les populistes séduisent, manipulent, mais ils ne cherchent jamais à éduquer. Leurs arguments ne parlent pas à la raison.

Les partis populistes ont émergé bien avant la crise et bien avant les attaques terroristes du 11 Septembre 2001. Ils ont eu le temps de mobiliser des bases de soutien durables dans plusieurs franges de nos sociétés. La plupart des politologues s'accordent à dire qu'ils sont là pour rester, tant en Europe orientale et occidentale. Les stratégies nationales qui visaient à neutraliser ces partis, en les isolant ou en les incluant dans des coalitions gouvernementales, ont toutes échouées. Il est donc urgent de développer des stratégies nouvelles, au niveau européen, cette fois, pour lutter contre la banalisation des idées populistes dans les espaces publics et politiques.

Le 28 Janvier dernier, la commissaire Cecilia Malmström a demandé aux États membres de l'UE de lutter contre l'extrémisme violent et la propagande populiste afin de protéger nos «valeurs européennes communes». Elle a aussi rappelé qu'il s'agissait d'une «compétence nationale» et que le rôle de l'UE ne serait que de coordonner cette action. L'UE peut cependant proposer une approche globale qui comprendrait l'éducation, les politiques économiques, la protection des minorités et des exclus. Une approche qui exercerait des pressions politiques sur les États de l'Union qui sont aujourd'hui à la dérive sur le terrain des droits de l'homme.

A la Fédération Humaniste Européenne, nous pensons que l'Europe a des leviers à sa portée pour lutter contre la radicalisation de certains de ses citoyens et ainsi défendre, rappelons-le, sa raison d'être.

Pierre Galand